

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 05/06/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SAS PARC EOLIEN NORDEX XI**

23 rue d'Anjou  
75008 Paris

Références : IC-R/0232/23-AL/SA  
Code AIOT : 0005107585

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/04/2023 dans l'établissement SAS PARC EOLIEN NORDEX XI implanté Lieu dit Le Puit de la Folie 60360 Lihus. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS PARC EOLIEN NORDEX XI
- Lieu dit Le Puit de la Folie 60360 Lihus
- Code AIOT : 0005107585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le bénéfice des droits acquis a été accordé le 21 mars 2012 à la société SAS PARC EOLIEN NORDEX XI pour son parc éolien soumis à autorisation au titre de la rubrique 2980, de la nomenclature des installations classées (4 machines et 1 poste de livraison).

Les machines autorisées sont les suivantes :

- 3 éoliennes de 82 m (hauteur au moyeu) et 129.9 m (hauteur en bout de pale) ;
- 1 éolienne de 102 m (hauteur au moyeu) et 149.9 m (hauteur en bout de pale) ;
- puissance unitaire de 2.5 MW.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi environnemental ;
- risque accidentel.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC 1 : Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Délai de 15 jours
6	PC 6 : contrôles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/	Délai de 15 jours

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	PC 2 : identification et prescriptions	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
3	PC 3 : formations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
4	PC 4 : propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
5	PC 5 : essais et maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
7	PC 7 : manuels et registre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet
8	PC 8 : déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
9	PC 9 : consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de mettre en avant deux faits susceptibles de suites portant sur la détection incendie et le dépôt des données environnementales sous DEPOBIO. L'exploitant doit fournir à madame la préfète des éléments de réponse. En l'absence de ces éléments, il sera proposé un arrêté préfectoral de mise en demeure.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Biodiversité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>« Pour un » projet de renouvellement, autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par « le II de » l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Un premier suivi environnemental de l'activité et de la mortalité des chiroptères et des oiseaux a été réalisé en 2016-2017.</p> <p>Les principales conclusions tirées de ce suivi sont :</p>

- une activité chiroptérologique globalement faible (au niveau des éoliennes N3 et N4) à modérée (au niveau des éoliennes N1 et N2) et une prédominance de la Pipistrelle commune ;
- une activité avifaunistique caractérisée par peu de migration active (hormis quelques laridés de passage) et une désertion du parc par les rapaces sédentaires (Faucon crécerelle et Buse variable) ;
- une mortalité modérée avec 3 cadavres de chauves-souris sous l'éolienne N2 et 3 cadavres d'oiseaux sous l'éolienne N1 (un probable couple nicheur de Buse variable et un Goéland brun).

Suite à ces observations, plusieurs mesures ont été proposées :

- mise en place d'un dispositif anti-reposoir sur les mâts des machines ;
- renforcement du suivi de mortalité sous les deux éoliennes les plus meurtrières, N1 et N2, afin d'envisager ou non un bridage de ces éoliennes.

Un nouveau suivi environnemental a été fait en 2018 par la société Auddicé. 8 cadavres de chiroptères et 1 cadavre d'oiseau ont été recensés lors de cette étude. Ces 9 cadavres ont été découverts sous trois éoliennes différentes : 6 sous N1, 2 sous N2 et 1 sous N3. Concernant l'avifaune, l'unique cadavre concerne un jeune Goéland indéterminé. Concernant les chiroptères, il s'agit de 4 Pipistrelles communes, 2 Pipistrelles indéterminées, une Sérotine commune et une Noctule commune.

La conclusion de l'étude est :

"A la lueur des résultats obtenus, la mortalité sur le parc éolien de Nordex XI est donc modérée – mais potentiellement surestimée - concernant l'avifaune et élevée pour les chiroptères. Néanmoins, l'impact du parc est largement concentré sur une éolienne (N1) qui a provoqué 6 des 9 cas de collisions constatés.

Le principal impact du parc de Nordex XI concernant les chiroptères en période de parturition au niveau de l'éolienne N1 (NX84149), il pourrait être envisagé un bridage spécifique de cette éolienne selon les conditions suivantes :

- durant la période comprise entre le 15 mai et le 31 octobre.
- lorsque les vents sont inférieurs à 6 m.s-1 au niveau de la nacelle ;
- lors de températures supérieures à 10°C ;
- durant l'heure précédent le coucher du soleil jusqu'à l'heure suivant le lever du soleil, i.e. où l'activité chiroptérologique est réputée plus importante".

L'exploitant a mentionné avoir mis en place ce plan d'arrêt à partir du 15 mai 2019. Il ajoute que le bureau d'étude Auddicé n'a pas jugé nécessaire de proposer un suivi mortalité complémentaire pour vérifier l'efficacité du plan de bridage.

Un suivi environnemental sera reconduit lors de la dixième année d'exploitation du parc éolien, conformément à l'arrêté du 26 août 2011 modifié, soit en 2026.

L'exploitant s'est engagé à réaliser rapidement le téléversement des données brutes dans le cadre du suivi environnemental de 2018.

**Fait susceptible de suite n°1 : Le versement des données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental de 2018 n'a pas été réalisé.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 2 : PC 2 : identification et prescriptions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.  Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'éolienne N1 a été prise à titre d'exemple.  L'éolienne N1 est identifiée par un numéro affiché sur le mât au dessus de la porte d'entrée.  Un panneau est présent sur le chemin d'accès de l'éolienne N1. Il comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</li><li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li><li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li><li>- la mise en garde face au risque de chute de glace.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/ incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant mentionne que le fonctionnement de l'installation est assuré par la société NORDEX (pour la maintenance) et les sous traitants de la société NORDEX.</p> <p>L'exploitant a présenté le support utilisé lors des formations pour le personnel de la société NORDEX pour le centre de Crevecoeur. Cette formation s'est déroulée en juin 2022 et a été réalisé par les équipes HSE de NORDEX FRANCE.</p> <p>Les sous traitants de la société NORDEX signe annuellement le plan de prévention qui mentionne les risques accidentels visés à la section 5 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.</p> <p>Le registre informatique a été présenté lors de la visite. Aucun accident/incident n'est survenu sur le parc. Un exercice d'entraînement a été fait sur le parc éolien le 3 décembre 2022. L'exercice portait sur une simulation d'incendie en nacelle. L'analyse du retour d'expérience de cette exercice a été fait. Des mesures correctives ont été mises en place (système de détection incendie non opérationnel). L'exploitant a transmis par mail du 25 avril 2023 un devis de la société NORDEX signé du 24 janvier 2023 pour l'installation d'un système de détection incendie. Il mentionne que ce système sera mis en place courant mai 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : PC 4 : propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
<b>Constats :</b>  L'éolienne N1 a été prise à titre d'exemple.  L'intérieur de la machine est propre. Il n'a pas été constaté la présence de matériaux combustibles ou inflammables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : PC 5 : essais et maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent » à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'éolienne N1 (84149) a été prise à titre d'exemple.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de maintenance de l'éolienne N1 réalisé par NORDEX le 12 mai 2022. Ce dernier mentionne que des tests d'arrêt, d'arrêt d'urgence et d'arrêt depuis un régime de survitesse ont été faits. Il n'y a pas eu de défaut détecté.</p> <p>Les contrôles réalisés lors des maintenances sont mis sur le "logbook" de la société NORDEX. La société EXUS, assurant le suivi ICPE du site, rentre dans sa base de données "Bluesky" l'ensemble des contrôles réalisés ainsi que les contrôles prévisionnels. Ces bases de données font office de registre informatique.</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de contrôle électrique de la société ENEDIS du 30 mars 2023 pour l'éolienne N1. Il n'y a aucune observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : PC 6 : contrôles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

I. [...] suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

**Constats :**

L'éolienne N1 a été prise à titre d'exemple.

I. L'exploitant mentionne que l'ensemble des brides ont été resserrées le 30 septembre 2021. Le rapport s'y rattachant a été présenté.

Le dernier contrôle visuel du mât a été fait le 12 mai 2022.

II. Un contrôle visuel des pales a été réalisé par la société VISIODRONE le 2 mars 2023. Il n'y a pas d'observation pour l'éolienne N1.

III. L'exploitant a présenté la liste des systèmes instrumentés de sécurité (SIS). Cette liste précise leur fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant a fourni par mail du 25 avril 2023 le rapport de maintenance annuel (T3) et le rapport « safety test » pour l'éolienne N1 du 12 mai 2022 attestant du contrôle des SIS.

Le système de détection incendie n'est pas opérationnel pour le parc. L'exploitant a transmis par mail du 25 avril 2023 un devis de la société NORDEX signé du 24 janvier 2023 pour l'installation d'un système de détection incendie. Il mentionne que ce système sera mis en place courant mai 2023.

<b>Fait susceptible de suite n°2 :</b> L'installation n'est pas équipée de système de détection d'incendie. L'exploitant transmettra l'attestation de mise en place de ce système.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 :** PC 7 : manuels et registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les instructions de maintenance qui renvoient au manuel pour la maintenance T2 et la maintenance T3 pour plus de détails. Ces documents indiquent les actions à réaliser sur les machines ainsi que leur périodicité.</p> <p>L'exploitant mentionne utiliser un registre de maintenance informatique "logbook" qui est un registre d'événement utilisé par la société NORDEX lors des maintenances. L'ensemble des opérations de maintenance réalisées est consigné dans ce registre. De plus, l'exploitant mentionne utiliser un second registre de maintenance informatique "Clickup" dans lequel il rentre les observations remontées lors des contrôles de maintenance. Les défaillances constatées, les opérations préventives et correctives sont donc consignées dans ce registre.</p> <p>Il est possible de retrouver les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.  Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le dernier bordereau de suivi des déchets. Ces déchets sont gérés par la société NORDEX et transitent sur leur site. La société NORDEX n'est pas autorisée à recevoir ces types de déchets (absence de déclaration pour la rubrique 2718).  L'exploitant a mentionné réfléchir à une solution de gestion de ses déchets.  Il a précisé par mail du 25 avril 2023 que la solution envisagée et retenue à ce jour est la mise en place d'un container déchets (Aération naturelle et extincteur) sur la plateforme de l'éolienne n°2. Il ajoute que la mise en place devrait intervenir fin mai / début juin 2023 au plus tard et donc avant la maintenance annuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li> <li>- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</li> <li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li> <li>- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</li> <li>- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</li> </ul> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ces consignes sont présentes dans le document intitulé "consignes de mise en sécurité des installations" du 23 septembre 2020.</p> <p>L'ensemble des consignes identifiées à l'article 22 a été constaté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet